

Notre population est celle d'un petit pays, à peine plus grand que la Roumanie, puisqu'elle comprend 21 millions d'habitants. En même temps, nous occupons un territoire énorme, celui du deuxième pays du monde en étendue, encore plus grand que tout le continent européen. Nos voisins les plus proches, l'un à notre frontière méridionale et l'autre de l'autre côté du Pôle nord, sont les deux pays les plus puissants du monde: les États-Unis et l'Union soviétique. Notre culture fait penser à une mosaïque. Notre pays se compose de deux groupes linguistiques, anglais et français, dont chacun possède sa propre culture, et cependant un tiers de notre population n'est ni d'origine anglaise ni d'origine française. Nombre de nos citoyens viennent d'autres parties de l'Europe orientale et occidentale. Nous comptons, d'ailleurs plus de 40,000 Canadiens d'origine roumaine qui, par leur riche héritage culturel, contribuent à façonner la mosaïque nationale.

Bien que nous fassions partie du continent nord-américain, notre pays a toujours cherché à conserver les traditions qu'il tient de l'Europe et à rester en contact avec le vieux continent pour connaître les progrès qui s'y font et les appliquer à notre propre situation chaque fois que c'est possible. Notre régime gouvernemental et juridique, notre amalgame d'entreprises publiques et privées, le soutien financier que nous accordons à nos réalisations culturelles et notre régime de sécurité sociale sont tous modelés sur des réalités européennes. En outre, depuis la Seconde Guerre mondiale, nous nous sommes appliqués toujours davantage à construire une identité canadienne, unique et différente de celle de l'Europe ou des États-Unis. Le paradoxe, en un sens, règne aussi dans notre économie. Malgré une population peu nombreuse, nous nous rangeons au neuvième rang des pays industriels et au sixième rang des pays commerçants du monde. Nous sommes donc plus conscients que beaucoup d'autres pays de la réelle interdépendance des pays dans notre monde moderne.

Les réalités géographiques, économiques et culturelles de notre situation de puissance moyenne dans le monde nous ont toujours poussés à compléter nos relations avec les États-Unis par des liens avec d'autres pays d'une importance plus semblable à la nôtre. A nos yeux, c'est là un des avantages que présentent les Nations Unies, le Commonwealth et, aujourd'hui, la nouvelle association des pays francophones. Dans cet ordre d'idées, nous trouvons des avantages à faire partie de l'OTAN, tout à fait en dehors des avantages de sécurité qui découlent de cette adhésion. Dans le domaine économique, en raison de notre dépendance à l'égard du commerce international, nous abordons depuis longtemps les problèmes du commerce mondial sous l'angle du multilatéralisme. On peut d'ailleurs considérer qu'en politique comme dans le domaine du commerce, ce multilatéralisme est le principe de base de la politique étrangère du Canada. Les exigences de l'indépendance canadienne nous commandent de demeurer ouverts au monde entier.

En faisant la révision de notre politique étrangère, nous n'avons pas voulu modifier ce principe de base; nous avons plutôt essayé de l'adapter aux événements qui se sont produits au Canada et dans le reste du monde ces vingt dernières années. Nous nous sommes attachés à tenir compte de certains facteurs comme le relèvement économique de l'Europe et la prise de conscience plus nette au Canada de notre identité, qui, à son tour, a fait naître chez nous le désir d'accomplir de notre mieux les devoirs que nous impose notre